

Entretien avec Jan Kulakowski dans Le Monde (11 décembre 1999)

Légende: Le 11 décembre 1999, Jan Kulakowski, secrétaire d'État polonais chargé des négociations d'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, accorde au quotidien français Le Monde un entretien au cours duquel il livre ses impressions sur le processus d'élargissement de l'UE.

Source: Le Monde. 11.12.1999. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_jan_kulakowski_dans_le_monde_11_decembre_1999-fr-a5549f38-daa0-49b9-9993-ed06999dbe17.html

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

« Beaucoup se demandent si l'Union veut vraiment de nous »

JAN KULAKOWSKI (69 ans), secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Jerzy Buzek, est chargé des négociations avec Bruxelles en vue de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Récemment de passage à Paris à l'invitation de l'association France-Pologne, ce parfait francophone a répondu aux questions du Monde sur l'état des négociations entre Varsovie et Bruxelles.

« Quel intérêt la Pologne peut-elle retirer de son entrée dans l'Union européenne ? »

- Il y a trois types d'intérêts en jeu. Le premier est d'ordre historique : nous sommes un pays européen qui a été coupé trop longtemps de l'Europe, pendant les années du communisme. Le deuxième est politique : il s'agit de renforcer la stabilité et la sécurité, qui n'ont pas seulement une dimension militaire. Troisièmement, il s'agit de ne pas vivre dans l'isolement, l'autarcie et la médiocrité. De plus, nous dépendons déjà de l'Union européenne à bien des égards. Ne pas en être membres nous empêche donc de prendre part à des décisions qui nous concernent. L'association sans l'adhésion, qui est notre statut actuel, peut devenir une charge à la longue, comme le montre notre balance commerciale déficitaire à l'égard de l'Europe.

- L'opinion publique, en Pologne, ne semble pas toujours convaincue des bienfaits de l'Europe tels que vous venez de les décrire ?

- Les eurosceptiques sont là, comme partout. Il est vrai que l'enthousiasme du début des années 90 a cédé du terrain. Aujourd'hui, les sondages indiquent que 47 ou 48 % de la population est favorable à l'Europe, que 20 % ne se prononcent pas. Cela devient inquiétant. Beaucoup de gens se demandent si l'Union veut vraiment de nous, et je partage parfois ce doute. Il y a en effet une différence assez grande entre les déclarations des dirigeants des Quinze - qui parlent d'une adhésion de la Pologne en l'an 2000, comme Jacques Chirac l'a fait récemment - et l'attitude des fonctionnaires bruxellois ou nationaux, qui font tout pour rendre les choses difficiles. On ne manifeste pas la même confiance à notre égard qu'il y a quelques années envers l'Autriche, la Finlande ou la Suède. C'est parfois un peu agaçant.

- Qu'espérez-vous obtenir lors du sommet d'Helsinki ?

- Nous n'obtiendrons sans doute pas de date précise pour notre adhésion. En ce qui nous concerne, nous voudrions idéalement terminer les négociations à la fin de l'an 2000, sous présidence française, et laisser ensuite passer un an et demi pour la ratification. Si bien que nous pourrions devenir membres de l'Union à la fin de 2002. Ce n'est pas irréaliste, même si c'est optimiste. Le problème, c'est que la décision est prise à l'unanimité, nous avons donc besoin du soutien de chacun des Quinze.

- Sur quoi buttent les négociations ?

- Nous avons beaucoup à faire dans l'adaptation de notre agriculture, de notre industrie lourde, de notre législation sur l'environnement. Europe ou non, nous devons de toute façon adapter nos structures et améliorer la qualité de nos produits. Il risque d'y avoir de la concurrence directe avec l'Europe des Quinze en ce qui concerne le lait ou la viande. Les Européens ont peur d'être envahis de produits polonais et les Polonais ont peur d'être envahis par des produits européens !

- Peut-on réaliser l'élargissement sans un approfondissement de l'Union au préalable ? Avez-vous des propositions sur l'avenir institutionnel de l'Europe ?

- Nous n'acceptons pas que l'approfondissement repousse l'adhésion. Quant aux discussions sur les institutions, nous n'y prenons pas part activement puisque nous ne sommes pas membres. Il n'empêche que nous avons quelques idées : nous souhaitons un commissaire par pays, et une extension du vote à la majorité qualifiée. L'Europe aura des vitesses différentes, certes, mais la Pologne est candidate pour faire partie du « noyau dur » et souhaiterait que personne ne décide à l'avance qui doit faire partie de ce noyau ou non. »

PROPOS RECUEILLIS PAR



LUCAS DELATTRE